



## UNE TRES COURTE RESPIRATION

L'annonce des résultats du 2nd tour des élections législatives le 7 juillet dernier a eu l'effet d'une grande bouffée d'oxygène. Ce ne sera pas cette fois que l'extrême droite mettra en œuvre son projet raciste et antisocial dans notre pays. Nous pouvons être particulièrement fier-es de la mobilisation des électrices et des électeurs qui, à l'appel d'une majorité de syndicats dont la CGT a empêché le pire qui nous était promis. Ce bloc de l'ensemble des forces progressistes a inversé la tendance mais sa mobilisation doit se maintenir, sauf à remettre en cause l'espoir de voir se concrétiser les réformes répondant aux aspirations populaires que porte le nouveau Front Populaire (NFP).

Le nécessaire vote de barrage a eu pour conséquence l'élection d'un plus grand nombre de député-es du camp présidentiel et des « républicains » que le laissait penser leur résultat du 1er tour. Depuis 3 jours les tripatouillages vont bon train pour empêcher par tous les moyens que les mesures qu'attend le monde du travail se mettent en œuvre : l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, le partage des richesses.

Alors qu'E. Macron a déjà été élu 2 fois dans une logique de barrage à l'extrême droite, s'approprier contre toute forme de logique une nouvelle fois le résultat des urnes pour mener une politique antisociale ne peut que nourrir la colère et fragiliser pour demain le barrage au fascisme. Après 7 ans de mesures anti-sociales de E. Macron, le RN n'a jamais été aussi fort. Nous ne pouvons prendre le risque de 3 ans supplémentaires avec cette même politique.

Promis à une victoire au moins relative, le score du Rassemblement National et de ses alliés est perçu comme un camouflet pour ce dernier. Il gagne néanmoins plus de 50 sièges et représente désormais le quart de l'Assemblée Nationale, alors qu'il n'avait qu'une poignée de député-es avant 2022. Cela ne sera pas sans conséquences sur le dialogue social au niveau local et national. De plus il va se trouver très renforcé en moyens humains, financiers, et médiatiques.

Nos inquiétudes pour le financement du spectacle vivant et de l'audiovisuel public, pour l'assurance chômage, pour l'indépendance de la presse sont donc loin d'être effacées par ces résultats électoraux. La lutte pour le projet de loi de finances 2025 s'annonce particulièrement rude pour nos secteurs, alors même que des collectivités continuent d'annoncer des restrictions budgétaires pour le spectacle vivant, comme dernièrement la Région Ile-de-France.

Au centre de cette période se discute à l'ARCOM du maintien de 2 chaînes du groupe Bolloré, C8 et CNews, sur les canaux de la TNT. Il y a là une occasion de mettre un coup de frein à la diffusion à grande échelle des idées racistes, sexistes, LGBTQIphobes et nous devons peser dans ce débat, et plus globalement mener un grand chantier de lutte contre la concentration, dans les médias comme dans le spectacle.

Pendant un mois nous avons levé des forces considérables, créé des liens avec des organisations de notre champ ou interprofessionnelles, porté des mobilisations importantes, particulièrement au Festival d'Avignon. Ces forces, nous devons à tout prix les maintenir actives. La pression du corps social doit rester importante pour gagner l'augmentation des salaires, le retrait de la réforme des retraites et le refinancement du service public dans nos secteurs comme ailleurs. Et pour engager un mouvement de recul des idées d'extrême droite, partout.

Pour y parvenir nous devons nous renforcer. Nous appelons à organiser partout où c'est possible des Assemblées Générales, des discussions au sein des équipes. Nous appelons les travailleurs et travailleuses de nos secteurs, quels que soient leurs statuts, à rejoindre la CGT, à s'investir dans l'activité syndicale et à participer à la construction de la mobilisation.

**Plus que jamais nous devons nous tenir prêt-es.**

*Paris, le 10/07/2024*